



**Ce jeudi 20 janvier, les organisations syndicales FSU, SGEN-CFDT et UNSA-Éducation ont décidé de boycotter la séance du Comité Technique Académique chargé d'étudier les moyens alloués à la rentrée 2022.**

Pour la quatrième fois consécutive, ces moyens sont en baisse pour le second degré. En 4 années, notre académie aura perdu environ 100 postes en collège et lycée généraux pour un nombre d'élèves à peu près stable. Pour la rentrée prochaine, c'est un jeu à somme nulle qui se prépare, avec des perdants mais aucun gagnant : les lycées généraux et professionnels perdent l'équivalent de 12 postes, les collèges l'équivalent de trois postes, avec des différences notables selon les départements, le Doubs et le Territoire de Belfort étant particulièrement touchés. Les documents de travail indiquent d'emblée des classes à plus de 30 élèves en collège, réalité jusque là niée par l'administration. Dans le premier degré, le jeu à somme nulle pratiqué entre départements a un fort impact sur la Haute-Saône et le Territoire de Belfort.

À l'instar de l'hôpital où l'on supprime des lits en pleine crise, on continue à supprimer des postes dans l'éducation nationale... Les mesures temporaires prises dans l'urgence par le ministère ne correspondent pas à la gravité de la situation. Nos élèves sont fortement touchés par la crise sanitaire et son impact économique. Dans ce contexte, enseignant.e.s, CPE, infirmières, personnel administratif : toutes et tous ont à faire face à une surcharge de travail qui ne leur permet plus d'accomplir leurs missions correctement.

Pour la troisième année consécutive, le recteur de Besançon tente de faire taire la voix des représentants des personnels en refusant de mettre au vote les dotations horaires des lycées généraux et des lycées professionnels. Et pour cause : il sait très bien que le vote aurait été défavorable. Cette conception du « dialogue social », réduit à une formule creuse, est dangereuse et dommageable.

La mobilisation inédite du 13 janvier montre combien la profession est à bout. Les millions d'Euros rendus par le ministre ces dernières années sont vécus comme un pied de nez à nos professions, qui souhaitent simplement servir un service public d'éducation de qualité pour toutes et tous.

*Contacts :*

*FSU : Nathalie Faivre (06 37 93 85 12)*

*SGEN : Francis Curty (06 40 73 83 17)*

*UNSA : Stéphane Faucogney (06 08 48 32 94)*